

Les manifestations contre la politique ultralibérale du gouvernement colombien ont une nouvelle fois été massives mercredi

«La mobilisation spontanée a été énorme»

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUSTAVO KUHN

Colombie ► Les Colombiens sont à nouveau sortis massivement dans la rue mercredi, pour la seconde «grève nationale» en l'espace d'une semaine. Un mouvement social exceptionnel est en effet mobilisé depuis jeudi 21 novembre contre la politique du gouvernement libéral du président, Ivan Duque. Pour Julie de Dardel, spécialiste de la Colombie à l'Unige et représentante de l'Association Trupial, active dans la défense des droits humains dans ce pays, la fin du conflit armé avec les FARC a permis la libération des revendications et des mobilisations sociales. Interview.

En quoi ces grèves sont-elles historiques et dans quelle mesure s'inscrivent-elles dans le contexte régional actuel?

Julie de Dardel: Ce mouvement de protestations fait bien sûr écho aux mobilisations sociales et politiques qui agitent plusieurs pays sud-américains, comme le Chili ou l'Équateur, mais ses caractéristiques n'en sont pas moins spécifiques à la réalité colombienne. Il s'agit notamment des premières grandes mobilisations sociales post-processus de paix – qui a mis fin à un conflit armé vieux de quarante ans avec la guérilla des FARC. Or, si la plupart des points des Accords de La Havane ne sont pas respectés par le gouvernement, ils ont tout de même ouvert le champ des possibles en matière de revendications sociales. Le retour des FARC à la vie civile a ainsi permis l'éclosion d'une nouvelle expression citoyenne et des mo-



Le mouvement social en Colombie est mobilisé depuis jeudi 21 novembre. KEYSTONE

bilisations sociales libérées du poids du conflit armé.

Ces dernières semaines, le président, Ivan Duque, a tout de même tenté de jouer la carte de la peur. Il a ressorti la rhétorique guerrière, en parlant de menace terroriste ou d'infiltration étrangère, mais ça n'a pas pris.

Qu'est ce qui provoque ces mobilisations massives?

En Colombie, il n'y a pas eu d'étincelle à proprement parler, comme ce fut le cas au Chili ou en Équateur. C'est une conjonction de facteurs et un profond mécontentement qui ont mené à une grève générale, convoquée par des secteurs très larges, qui vont bien au-delà de la gauche traditionnelle.

Les syndicats et les étudiants se sont d'abord mobilisés contre

un paquet de mesures ultralibérales du gouvernement Duque, touchant au droit du travail, aux retraites et à la politique fiscale. Des mesures qui auront un impact important sur le système de santé et l'éducation. Mais le mécontentement est général et de nombreuses réclamations se sont ajoutées, comme le respect des accords de paix, ou des revendications contemporaines, comme les droits des femmes et des minorités ethniques ou encore des politiques de protection de l'environnement.

La recrudescence de la violence ces derniers mois a aussi alimenté la colère. Le cas d'un bombardement de l'armée en zone rurale, qui a causé la mort de plusieurs enfants, a secoué l'opinion publique. Tout comme une nouvelle flambée

d'assassinats de leaders sociaux et indigènes.

La mort d'un manifestant a-t-elle relancé les mobilisations...

La violence de la répression policière a en effet profondément choqué. Les images d'un agent de la brigade antiémeute tirant sur le jeune Dilan Cruz, samedi dernier, ont tourné partout et ont mis en porte-à-faux le discours officiel sur l'intervention de la police. Une partie de la Colombie a ainsi découvert les abus des forces policières. Les populations pauvres et rurales les subissent depuis très longtemps, mais une partie de la société n'y avait pas été confrontée jusqu'ici, ceci dans un pays qui a glorifié son appareil répressif dans le cadre de la guerre contre les FARC. Mais désormais, avec

des caméras sur tous les téléphones portables et la diffusion des images sur les réseaux sociaux, qui sont ensuite reprises sur les médias en ligne, la violence policière est étalée au grand jour, sous tous les angles. Les crimes d'État sont visibles pratiquement en direct. C'est un profond changement. Reste à savoir si après avoir provoqué l'indignation ces violences policières ne vont pas semer la peur de manifester.

La grève générale est-elle un moyen de lutte couramment utilisé en Colombie ?

Non, même s'il y a une tradition syndicale ancienne en Colombie. Il y a eu de grandes grèves, mais plus sectorielles, pas générales comme celles-ci. Surtout car au cours des trente ou quarante dernières années, le conflit armé a occupé tout l'espace politique. Là, nous sommes en train de vivre un changement profond et durable de la participation politique, qui s'exprime dans la rue. La mobilisation sociale spontanée a été énorme. Et elle a encore pris de nouvelles formes, avec les *cacerolazos*, les concerts de casseroles, par exemple, qui étaient inédits en Colombie.

Quelle a été la réponse du gouvernement à ces mobilisations massives?

Le président Duque a appelé au «dialogue social» mais sa réponse n'est clairement pas à la hauteur des demandes de la société. Il a d'ailleurs signé lundi un décret permettant la privatisation de nombreuses entreprises publiques, alors même que des centaines de milliers de personnes manifestaient contre sa politique libérale. I

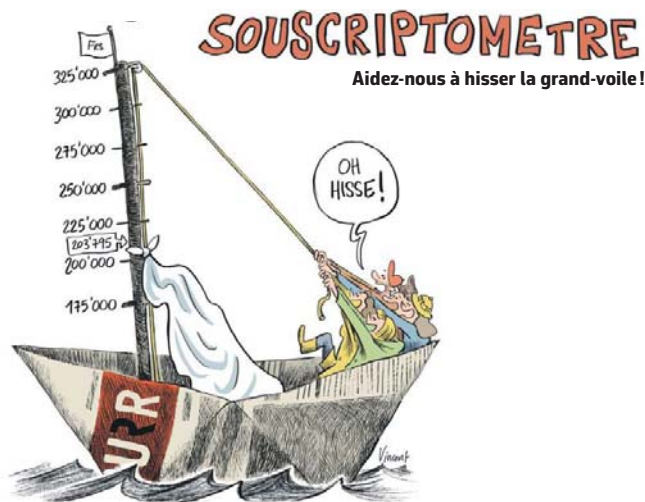
L'Agence spatiale européenne vote un budget record

Sciences ► Les 22 pays membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) ont voté jeudi un budget de 14,4 milliards d'euros (15,8 milliards de francs), une somme record. Cet argent sera consacré au financement des nouveaux programmes. «C'est un pas de géant pour l'Europe, cinquante ans après le débarquement sur la Lune», a réagi auprès de l'AFP Jean-Yves Le Gall, le président du CNES, l'agence spatiale française. Ce budget, qui va financer les nouveaux programmes spatiaux sur une durée de trois à cinq ans, atteint une somme inédite depuis la fondation de l'organisation intergouvernementale, en 1975.

L'Allemagne a mis la plus grosse enveloppe (3,3 milliards d'euros), devant la France (2,7 milliards), devenant ainsi, sur le long terme, le premier pays contributeur de l'ESA. «On a battu tous les records en termes d'engagements financiers», a affirmé M. Le Gall.

ESA prévoit une montée en puissance dans le domaine des sciences de l'Univers, de l'exploration (missions sur Mars sur la Lune) et d'observation de la Terre avec notamment le programme de surveillance du changement climatique, Copernicus, pour qui l'agence spatiale va fournir de nouvelles sentinelles. La Suisse a quant à elle renforcé son engagement dans le domaine spatial, écrit dans un communiqué le Secrétaire d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). La secrétaire d'État, Martina Hirayama, a participé au Conseil ministériel de l'ESA à Séville, qui s'est tenu les 27 et 28 novembre.

La Suisse contribue à sécuriser l'accès de l'Europe à l'espace (Ariane et Vega), participe à un programme mondial d'observation de l'environnement, joue un rôle de pionnier dans la réduction des déchets spatiaux, livre une contribution clé pour la construction d'une petite navette réutilisable et participe à «Artemis», le programme américain qui lancera une mission lunaire habitée. AT5



CCP: 12-1254-9
IBAN: CH74 0900 0000 1200 1254 9
Merci pour votre soutien

Trump promulgue la loi soutenant les manifestants

Hong Kong ► Dans le face-à-face tendu entre le camp pro-démocratie à Hong Kong et Pékin, Donald Trump a finalement choisi de soutenir les manifestants. Il risque de se mettre à dos les autorités chinoises, avec qui il cherche à sceller un accord commercial depuis des mois. Après quelques jours d'hésitation, le milliardaire républicain a promulgué mercredi soir l'acte de 2019 sur les droits humains et la démocratie à Hong Kong». Approuvée une semaine plus tôt à une écrasante majorité par le Congrès, cette résolution menace de suspendre le statut économique spécial accordé par Washington à l'ancienne colonie britannique si les droits des manifestants ne sont pas respectés.

Après l'adoption de cette résolution au Congrès mercredi 20 novembre, la Chine avait vive-

ment réagi, allant jusqu'à convoquer l'ambassadeur des États-Unis pour protester. Pékin a indiqué jeudi avoir reconvoqué ce dernier, appelant Washington à «ne pas mettre en œuvre» la loi. Le Congrès avait également approuvé une mesure qui interdirait la vente à la police hongkongaise de gaz lacrymogène, balles en caoutchouc et autres équipements destinés à réprimer les manifestations. Une résolution également promulguée par Donald Trump.

Sur le front commercial, la question est de savoir si cette décision va mettre en péril les tractations délicates menées par Washington et Pékin. Les deux gouvernements ont envoyé ces derniers jours des signaux positifs quant à la conclusion avant la fin de l'année d'un accord commercial partiel. L'ancien magnat

de l'immobilier new-yorkais a en tout cas toujours cherché à soigner ses relations avec son homologue chinois, Xi Jinping. Signe de l'équation délicate dans laquelle il se trouvait, le 45^e président des États-Unis était resté vague ces derniers jours sur ses intentions. Il avait d'un côté assuré être «avec» les manifestants pro-démocratie tout en assurant avoir confiance en Xi Jinping pour résoudre la crise.

Hong Kong est lié à Washington par un statut économique spécial qui permet au territoire d'être exonéré des restrictions s'appliquant à la Chine continentale. Le texte conditionne le maintien de ce statut à la validation annuelle par l'administration d'une situation jugée convenable en matière de respect des droits de la part des autorités hongkongaises. AT5